



Droits et devoirs des allocataires du RSA

Présentation Culture action

Le revenu de solidarité active, une aide du Département conditionnée au respect de droits et de devoirs

« Le RSA a pour objectif d'assurer aux allocataires des moyens convenables d'existence afin de lutter contre la pauvreté, d'encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale »

Le RSA est une aide ouverte sous conditions :

- Avoir sollicité toutes les autres aides auxquelles vous pouvez prétendre avant de demander le RSA :
 - Pensions alimentaires,
 - Prestations compensatoires,
 - AAH
 - Prestations sociales,
 - Ex : chômage, pension d'invalidité, retraite ...

=> Principe d'une allocation subsidiaire et différentielle



Le droit à un revenu minimum garanti

**Le devoir de bien
déclarer sa situation**



Le droit à un revenu minimum garanti

- Le RSA, un Revenu minimum garanti calculé tous les 3 mois en fonction de la composition familiale, des ressources et des prestations CAF du foyer.
- Un montant d'allocation figé pour 3 mois sauf en cas de séparation ou de fin de perception d'un revenu.

Le devoir de bien déclarer ses ressources et sa situation

- Informer systématiquement et rapidement la CAF de tout changement de situation de chacun des membres du foyer
 - ✓ Situation familiale : vie maritale, mariage, séparation, grossesse, départ ou arrivée d'un enfant...
 - ✓ Changement d'adresse
 - ✓ Séjour hors de France
 - ✓ Début ou fin d'activité professionnelle, nouvelles ressources
 - ✓ Arrêt maladie, hospitalisation, incarcération...
- Vérifier, compléter et retourner rapidement à la CAF les déclarations trimestrielles de ressources préremplies.
- En cas de difficultés administrative contacter la CAF et/ou se rapprocher de son référent social ou l'organisme qui vous accompagne
- Répondre aux contrôles de la CAF et du Département



Les risques en cas de manquement déclaratif

- Calcul d'un trop-perçu (ou d'un droit sous-estimé) par la CAF
- Examen du dossier en fraude avec application possible de sanctions : amende administrative, pénalité, voire dépôt de plainte
- Risque de suspension du versement du RSA en cas de refus de contrôle

2

Le droit à un accompagnement

**« Être acteur de son
accompagnement »**



Un accompagnement spécifique dédié aux Travailleurs Non-Salariés (TNS)

- Un 1^{er} RDV d'entretien afin d'effectuer un diagnostic de l'activité TNS et de signer le Contrat d'Engagements (CE)
- Définition de l'accompagnement le plus adapté :
 - ✓ Si viabilité potentielle : Accompagnement au développement de l'activité – Opérateurs dédiés (BGE – SASTI – Culture Action)
 - ✓ Si viabilité non avérée : Accompagnement au retour à l'emploi salarié – Opérateurs dédié (CIP – Coach filière)

Les axes de l'accompagnement

- **Le Développement de votre entreprise**
- **L'Accompagnement social et professionnel personnalisé** : Parcours d'insertion socio-professionnel, Définition du projet professionnel
- **Un accompagnement social** par les travailleurs sociaux du Département en cas de difficultés spécifiques

Les différentes modalités d'accompagnement :

- **Individuel,**
 - **Collectif (ex : ateliers mis en œuvre par les partenaires)**
- => formation, information, conseils sur le plan financier et économique mais aussi sur le plan humain**



Une obligation : être acteur de son accompagnement

Le devoir de s'engager :

- Signer un Contrat d'engagement (CE)
- Respecter les actions convenues dans ce Contrat pour progresser dans son parcours d'insertion (se présenter aux rendez-vous, suivre les préconisations émises par son référent, rendre compte à son référent des actions engagées)
- Participer activement aux réunions et événements obligatoires



Une obligation : être acteur de son accompagnement

Votre priorité :

- Rendre l'activité rentable sous un délai raisonnable
- Développer ou diversifier l'activité de l'entreprise
- Diversifier vos revenus par le salariat : c'est possible. Il s'agit du cumul d'activité
- Préparer la sortie vers le salariat en cas de non-succès et cesser l'activité en se réorientant vers un autre projet professionnel



Les risques en cas de manquement lié à l'accompagnement

- Examen de la situation dans le cadre d'une instance , l'EPD (Equipe Pluri-Disciplinaire) dédiée aux Travailleurs Non-Salariés. Cette instance se réunit mensuellement.
- Sanctions possibles (définies par la Loi Plein Emploi et le règlement départemental) : suspension, suppression partielle ou totale, radiation.



Conclusion

Le RSA ouvre des droits et repose sur des devoirs



Le RSA, une étape dans votre parcours en tant que TNS

Bénéficier du RSA constitue une possibilité de soutien de la solidarité collective qui doit rester temporaire :

- Le RSA : un moyen de subsistance
- Le RSA : une étape transitoire
- Le RSA : ajustable aux changements de vie (emploi, revenus, composition familiale => variation du montant du RSA)
- L'insertion professionnelle durable hors du RSA est à activer le plus rapidement possible (développement activité, formation, emploi,...) => mobilisation des outils mis à disposition par le CD25
- En cas de fraude ou de non-respect des droits et devoirs : possible diminution ou suppression du RSA, possible mise en œuvre de sanctions administratives et judiciaires



MERCI DE VOTRE ATTENTION